

L'avenir appartient aux migrants

Les drames qui se répètent en Méditerranée, au large de Malte et de l'Italie, devraient enfin nous ouvrir les yeux sur les changements intervenus dans notre monde et amener nos sociétés à sortir d'un XIXL siècle qui reste étrangement notre principale référence, comme si, entre-temps, nous n'étions pas entrés dans la mondialisation. Le regard que nous portons sur l'immigration n'est pas seulement égoïste et méprisant : il est aussi passéiste et contre-productif. Voilà des années que la rhétorique politique - de droite mais aussi de la gauche gouvernementale - érige la mobilité des personnes en drame national, si ce n'est en atteinte portée à la souveraineté des États. Voilà des années que nous nous épuisons en de stériles politiques de répression, dépensant argent et énergie dans des assauts coercitifs aussi vains qu'humiliants. Voilà des années que l'Union européenne s'épuise dans un vain système " Frontex ". Voilà des années que la rhétorique partisane s'abreuve de la stigmatisation du migrant, livrée à l'électeur comme calmant à ses douleurs et comme fausse monnaie destinée à recueillir sa voix. Au pays des droits de l'homme, humilier l'étranger devient un sport national qu'on contempera derrière les guichets aux frontières, dans les files d'attente au sein des préfectures ou dans les discours de chefs-lieux de canton. Vols en tous genres, insécurité ou pains au chocolat subtilisés : tout est bon pour dénigrer celui qui, bien sûr, ne vote pas, et donc n'a ni âme, ni humanité, ni ne présente la moindre rentabilité.

Quel obscurantisme, sincère chez les ignorants, simulé chez les cyniques! Nous sommes dans un monde où la mobilité est devenue l'évidence, où tout le monde voit tout le monde et où, notamment, le pauvre voit le riche et tente naturellement de s'en rapprocher. L'Europe représente 6 % de la population mondiale, mais 35 % de ses richesses. Sa population active stagne au fil des années, alors que depuis dix ans celle des pays en développement a augmenté de 440 millions ! Est-ce si étonnant que certains là-bas veuillent venir ici ? La grande surprise de notre nouveau millénaire, c'est au contraire de remarquer qu'en trente ans, la part de population migrante ne soit passée que de 2 % du volume démographique global à seulement 3 % ! En fait, migrer est coûteux, douloureux pour celui qui en prend l'initiative pour sauver les siens : le choix de partir de chez soi est très dur pour les plus pauvres, au point que les meutes déferlantes, scénario favori de l'extrême droite, ne se sont pas manifestées...

Regardons devant nous : la mondialisation qui fait peur ouvre des chances multiples, permet de donner un sens à la solidarité et crée aussi de nouvelles opportunités. Comme nous l'indiquait un magnifique rapport publié il y a plus de dix ans par les Nations unies, l'immigration est d'abord une chance que nous devons savoir saisir et qui, pour s'accomplir, doit être convenablement gérée. On sait que l'activation de la migration crée de la richesse, on sait que la mobilité dans la formation suscite des avantages considérables pour ceux qui y sont exposés, comme pour les sociétés qui s'y prêtent. On sait que nombre de professions ne peuvent être pourvues, notamment chez nous, que par le renfort des migrants. On sait enfin que la sécurité aujourd'hui ne peut plus être saisie sur un mode concurrentiel, mais en tenant compte des interdépendances de plus en plus fortes qui apparaissent en tous domaines. Il est fini, le temps où on pouvait clore le dossier de la misère du monde en engageant les seuls arguments de souveraineté.

Notre obsession pathologique face à la migration a souvent quelque chose de dérisoire : longtemps nous n'avons su nous pencher sur les " printemps arabes " qu'en nous demandant de manière haletante s'ils ne risquaient pas d'aggraver l'immigration en Europe... Nous abritant derrière des formules toutes faites rappelant notre inaptitude à " porter toute la misère du monde ", nous passons à côté de l'essentiel : construire une vraie gouvernance des flux migratoires, nous appuyer sur des exemples comme celui de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour concevoir une régulation des flux associant des acteurs de la société civile, travailler à une intégration digne des immigrés, de manière qu'en étant respectés ils s'insèrent avec conviction au sein de leur cité d'accueil.

À force de réprimer, nous fabriquons de la clandestinité, de la violence et de la misère à la hauteur des drames méditerranéens ou à celle de nos banlieues. À force de nier l'humanité de ceux que nous rejetons, nous en faisons ces " étrangers " qu'on installe définitivement hors de la Cité. À force de ne pas regarder la mondialisation en face, nous nous installons dans l'illusion des " lignes Maginot " de la migration. Nous contemplons un monde qui n'existe plus et que nous pleurons en vain, jusqu'à dire notre nostalgie pour les dictateurs disparus. Nous oublions simplement que le migrant est bel et bien l'avenir du monde.

Bertrand BADIE

(la Croix - mardi 5 novembre 2013)

contact : cercledesilence-tours@orange.fr

Le cercle de silence de Tours se réunit chaque mois à l'appel de Chrétiens-Migrants, LDH 37, RESF 37, Pastorale des Migrants, CCFD-Terre Solidaire, Rencontre Entraide Protestante, ACAT, CIMADE, EELV Touraine, NPA, ATTAC, Secours Catholique, Amnesty International 37, Collectif Palestine 37, et des individus en lutte...

Cercle de Silence Tours mardi 26 novembre 2013

Hébergement d'urgence : l'Indre-et-Loire oubliée?

Interpellé par la mise à la rue à Clermont-Ferrand de 300 personnes, le gouvernement annonçait " *urbi et orbi* " le 17 septembre une rallonge de 107 millions d'euros pour l'Hébergement d'Urgence

EN TOURAINE, C'EST LA MISERE A NOS PORTES

Tous les jours le "115", reçoit en moyenne 90 demandes d'hébergement d'urgence dont 40 sont rejetées. Les associations caritatives qui logent et nourrissent déjà à leurs frais (sans financement public) 26 familles, soit 80 à 100 autres personnes, sont en grave difficulté devant cette misère permanente. Au regard de sa population et aussi au nombre de sans-abris pris en charge, l'Indre-et-Loire s'attendait à recevoir 1% de cette dotation, soit un million d'euros. Tours se voit attribuer 77000 euros, soit 14 fois moins, ce qui ne permet d'héberger que 8 personnes en plus (ref : 9000 euros la place au CHRU de St Pierre). La région Centre n'a reçu que 810000 euros pour 6 départements sur ces crédits exceptionnels destinés à l'accueil des sans-abri et la majeure partie (703000 euros) a été affectée au Loiret. Neuf associations de Touraine (Secours catholique, Croix-Rouge, Albert-Thomas, la Barque, Chrétiens migrants, Coallia, Cimade, RESF et l'E.A.O) ont donc crié au scandale et demandé l'intervention des élus.

UN GROS DEFICIT DE DIALOGUE AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

La préfecture de Tours qui déclarait par sa lettre de décembre 2011 aux députés que l'Indre et Loire avait dépensé 9,8 millions d'euros pour 702 places d'hébergement (239 en CHR, 239 en CADA, 212 en hébergement d'urgence, 12 places en bus de nuit), soit 13960 euros par place (chiffres confirmés par la DDCS en février 2012), répond aujourd'hui aux mêmes députés qu'avec 227 places

ASSEZ de PERSECUTION contre les sans abri et en particulier contre les DEMANDEURS d'ASILE, le Droit au LOGEMENT est reconnu comme une LIBERTE FONDAMENTALE par le conseil d'état et les SERVICES PUBLICS DOIVENT RESPECTER cette DECISION.

(Toute personne sans-abri, quelque soit sa situation administrative, peut saisir le tribunal administratif en référé liberté, et obtenir une décision portant injonction à l'État de l'héberger).

au 30 septembre 2013 le chiffre a doublé depuis 2 ans! C'est pour le moins inexplicable. Le Conseil Général, lui aussi sollicité, répond qu'il ne peut apporter aucune précision car il n'a pas connaissance de l'identité des femmes seules qui sont laissées dehors avec leurs enfants en bas âge, alors que deux structures officielles, le 115 et le Service Information et d'Orientation (SIAO) avec 5 salariés, enregistrent au jour le jour tous les appels de détresse de ces personnes.

IL FAUT POSER des ACTES

De multiples solutions sont possibles. Des logements vides sont disponibles à Tours : 10 maisons offertes par Arlette BOSCH, 600 logements vides répertoriés depuis décembre 2011, publication d'immeubles publics en vente, auberge de jeunesse équipée et fermée, diocèse propriétaire de locaux sous-employés mais en mauvais état... Où en est le recensement demandé aux préfets pour mars 2013? La collaboration des associations locales est proposée aux pouvoirs publics depuis septembre 2012, mais celles qui défendent l'intérêt des étrangers (DAL, Chrétiens-Migrants, etc.) ne doivent pas être exclues du dialogue...

QUELLE POLITIQUE & QUEL PROJET DES SERVICES PUBLICS

Aucun projet d'envergure n'est apparent dans le travail des Services Publics locaux. L'absence de financement actuel est la conséquence directe de cette absence d'initiative. La volonté de laisser les sans-abri dehors est la seule réponse visible devant le constat récurrent de la carence des services sociaux.

**Exceptionnellement, le prochain Cercle de silence
aura lieu le vendredi 27 décembre.**